

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**AFFECTATIONS POUR LES DISPOSITIFS E2C, CHÈQUES MOBILITÉ ET AIDE AU PERMIS ;
RÈGLEMENT D'INTERVENTION APPUI À L'ORIENTATION DES FRANCILIENS**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 : fiches projet E2c	11
Annexe 2 : avance chèques mobilité 2023	28
Annexe 3 : annexe financière chèques mobilité	31
Annexe 4 : RI Appui à l'orientation des Franciliens	33

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Objet du rapport

Le présent rapport a pour objet :

- d'affecter une autorisation d'engagement de 5 007 734,13 € pour le dispositif Ecoles de la deuxième chance et d'attribuer une avance sur la compensation prévue en 2023 à ces structures ;
- d'affecter et d'attribuer une avance de 1 200 000 € aux missions locales franciliennes pour la mise en place du dispositif « Chèque mobilité » au titre de l'année 2023 ;
- d'affecter une autorisation d'engagement de 8 000 000 € pour le dispositif « chèque permis de conduire » et 150 000 € pour les frais de gestion associés ;
- d'adopter le règlement d'intervention « Appui à l'orientation des Franciliens » figurant en annexe 4 au présent rapport.

2. Contexte et financement

2.1 Ecoles de la deuxième chance (E2c)

En 2021, les huit E2c implantées sur chaque département, réparties sur 25 sites de formation sur l'ensemble du territoire francilien, ont accueilli plus de 3000 jeunes sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification. Elles ont pour objectif de faciliter leur insertion professionnelle.

En tant que Service d'Intérêt Economique Général - SIEG, les E2c percevront des subventions qualifiées de compensations pour la réalisation de leurs obligations de service public précisées dans les conventions d'objectifs et de moyens renouvelées en 2023. Ces conventions prévoient le versement d'une avance en début de chaque année d'exécution des projets, correspondant à 60% des montants attribués l'année précédente.

Basés sur un ancrage territorial fort, le fonctionnement des E2c est structuré autour de la participation d'acteurs variés de l'insertion, de l'emploi et de l'économie. Leur financement est assuré par l'État, la Région, les Départements, les Communes et Établissements publics de coopération intercommunale, les entreprises.

En 2021, 3 302 jeunes ont été accompagnés par les E2c. Les résultats à l'issue du parcours en E2c sont de 64% de sorties positives dont 22% en formation, 20% en alternance et 19% en emploi direct. En accompagnement post-parcours à 12 mois les sorties positives atteignent 70%. Un bilan synthétique de l'activité et des résultats 2021 des E2c est consultable auprès du secrétariat général.

Le présent rapport propose **d'affecter un montant de 5 007 734,13 €** d'autorisation d'engagement sur le budget 2023 pour le versement de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026 et dans les fiches projets jointes en annexe 1 au présent rapport. Le montant du solde sera calculé en fonction des éléments proposés dans le cadre de leur demande de solde 2023 et proposé au vote de la commission permanente de juillet 2023. Le financement de ce dispositif relève d'un cofinancement du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC).

Le tableau ci-dessous précise le mode de calcul et la répartition de ces montants :

E2c	Financement 2022	Montant avance affecté en janvier 2023
E2c Paris	1 116 150,00 €	669 690,00 €
E2c de Seine-et-Marne	1 145 190,90 €	687 114,54 €
E2c des Yvelines	1 156 792,35 €	694 075,41 €
E2c de l'Essonne	817 950,00 €	490 770,00 €
E2c des Hauts-de-Seine	639 450,00 €	383 670,00 €
E2c de Seine-Saint-Denis	1 400 000,00 €	840 000,00 €
E2c du Val-de-Marne	796 798,80 €	478 079,28 €
E2c du Val d'Oise	1 273 891,50 €	764 334,90 €
Total	8 346 223,55 €	5 007 734,13 €

2.2 Chèques mobilité

Le dispositif « Chèques Mobilité » permet aux jeunes inscrits en Mission locale de bénéficier d'une aide pour leurs déplacements ponctuels. Il a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes franciliens.

Ces « Chèques Mobilité » d'une valeur faciale de 4 ou 8 € sont utilisés pour l'achat de titres de transport en commun auprès de la RATP, de la SNCF et des sociétés de transports adhérentes de l'Organisation Professionnelle du Transport en Île-de-France (OPTILE) dans le cadre de leurs démarches de recherche d'emploi ou de formation. Chaque année, près de 300 000 chèques mobilité sont distribués aux jeunes franciliens.

La convention régionale « Chèques mobilité » entre la région Île-de-France et les missions locales d'Île-de-France, renouvelée par délibération n° CR 2022-084 du 12/12/2022, prévoit un financement annuel qui permet de couvrir les besoins de chèques mobilité.

Le présent rapport propose d'affecter, en application de cette convention, un montant d'1,2M€ au titre de l'avance « Chèques Mobilité » 2023, sur un budget total de 1,5M€.

L'annexe 2 à la présente délibération indique la répartition des avances de la subvention par mission locale. Le solde sera proposé au vote de la commission permanente au cours du 2^{ème} semestre 2023.

Le versement de ces subventions est subordonné à la signature de l'annexe financière à la convention annuelle type, approuvée par la délibération n° CR 2022-084 du 12 décembre 2022 susvisée, et jointe en annexe 3 à la présente délibération.

2.3 Aide au permis de conduire

Afin de faciliter l'accès à l'emploi des jeunes franciliens qui résident dans les territoires ruraux, ou plus généralement, à distance des grands centres d'emploi, la Région a décidé de financer à hauteur de 1 300 euros le permis de conduire pour les jeunes en insertion. Rénovée depuis le début de l'automne 2022, cette aide « nouveau format » concerne déjà plus de 2000 jeunes.

Une première affectation a été effectuée en septembre pour ce marché. Une nouvelle affectation est proposée afin de financer les demandes à venir pour l'année 2023.

La présente délibération propose donc d'affecter 8 000 000 € pour la mise en œuvre des nouvelles modalités de cette aide et 150 000 € pour les frais de gestion associés.

2.4 Agence de la promesse républicaine et de l'orientation

Créée le 1^{er} janvier 2023 au sein des services de la Région Île-de-France, **l'Agence de la promesse républicaine et de l'orientation** porte l'ambition d'être le guichet francilien unique qui délivre à chaque lycéen, étudiant, salarié et demandeur d'emploi, une solution fiable et de qualité en matière d'orientation vers la formation. L'Agence intervient prioritairement en direction des jeunes, notamment les décrocheurs et les personnes en situation de handicap, afin que tout soit possible pour ces publics, y compris en matière d'accès à l'emploi. Dans un objectif de **garantir un meilleur accès aux réponses en matière d'orientation (vers la formation et vers l'emploi)** pour tous les Franciliens et une démarche d'écoute envers les associations de professionnels, la Région Île-de-France a constaté qu'une certaine partie des Franciliens – *scolaires, étudiants, personnes sans emploi, actifs en reconversion professionnelle* – **ne bénéficiait pas toujours de réponses satisfaisantes** faute d'une bonne connaissance des acteurs et de visibilité face à la multiplicité de ceux-ci. Ne pas accéder à un juste niveau d'orientation n'est pas acceptable pour l'exécutif de la Région Île-de-France. **C'est pourquoi la Région crée le dispositif d'appui à l'orientation des franciliens.**

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

AFFECTATIONS POUR LES DISPOSITIFS E2C, CHÈQUES MOBILITÉ ET AIDE AU PERMIS ; RÉGLEMENT D'INTERVENTION APPUI À L'ORIENTATION DES FRANCILIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU le code de l'éducation, notamment l'article L214-14 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment ses articles L5314-1 et suivants, et ses articles L6121-1 L6121-2-1, R5131-6 et R6121-1 et suivants ;

VU la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 modifiée relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle ;

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 modifiée généralisant le revenu de solidarité active et reformant les politiques d'insertion ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public de la formation et de l'insertion professionnelles – Dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (Espaces Dynamiques d'Insertion) – Écoles de la 2^{ème} chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif uniques des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R « étudiant » toutes zones ;

VU la délibération n° CP 15-464 du 9 juillet 2015 portant aide au transport des jeunes en insertion : nouvelle convention entre la région, le STIF, la RATP, SNCF-TRANSILIEN, et l'OPTILE, relative aux modalités de financement et de distribution des chèques mobilité ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences : approbation de la convention et la mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-295 du 3 juillet 2019 portant mise en œuvre du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention cadre région Ile-de-France - Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CP 2020-474 du 18 novembre 2020 relative à diverses mesures relatives à des parcours d'insertion en faveur des Franciliens les plus éloignés de l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération N° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration de clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la Convention entre la Région et l'ASP - Frais de gestion ASP 2022 - Remises gracieuses - Règlement d'intervention "Rémunération des stagiaires" ;

VU la délibération n° CP 2022-220 du 20 mai 2022 relative à la modification du règlement d'intervention de l'aide individuelle au permis de conduire ;

VU la délibération n° CP 2022-270 du 07 juillet 2022 relative au financement des Écoles de la deuxième chance en Île-de-France – Solde 2022 et conventionnement 2023-2026 ;

VU la délibération n° CP 2022-480 du 10 novembre 2022 relative à la prorogation de la convention ASP 2022, frais de gestion et diverses études ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2022-084 du 12 décembre 2022 relative aux conventions relatives au financement 2023 des missions locales, au partenariat CARIF et OREF d'Île-de-France 2023-2027, au dispositif chèque mobilité et à la gratuité des transports ;

VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 6 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la région d'Île-de-France ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-039 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer, dans le cadre du soutien aux Écoles de la deuxième chance (E2c) franciliennes, au financement de celles citées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une avance d'un montant de **5 007 734,13 €** au titre des compensations accordées pour l'année 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **5 007 734,13 €**, pour les écoles de la deuxième chance (E2C), disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 251 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », programme HP 251-001 « Mesures d'insertion professionnelle », action 12500102 « Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées » du budget 2023. Le financement de ce dispositif relève d'un cofinancement du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) (23001450, 23001451, 23001453, 23001454, 23001449, 23001455, 23001456 et 23001457).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2

Attribue aux missions locales une avance, au titre de la première affectation 2023 du dispositif « chèques mobilité », les subventions indiquées en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'annexe financière à la convention annuelle type, approuvée par la délibération n° CR 2022-084 du 12 décembre 2022 susvisée, et jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **1 200 000 €**, pour le dispositif « chèques mobilité », disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256 « Autres », programme HP 256-011 «

Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501102 « Aides à la mobilité », du budget 2023 (23001514).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1^{er} janvier 2023, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3

Affecte une autorisation d'engagement de 8 000 000 €, au titre du PRIC, pour le dispositif « chèque permis de conduire », disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP 255-009 « rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement », du budget 2023 (D2300063).

Article 4

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 €, au titre du PRIC, pour les frais de gestion du dispositif « chèque permis de conduire », disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP 201-001 « Mesures transversales », action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés », du budget 2023 (D2300059).

Article 5

Adopte le règlement d'intervention « Appui à l'orientation des Franciliens » figurant en annexe 4 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : fiches projet E2c

DOSSIER N° 23001450 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS- AVANCE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
669 690,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE
PARIS

Adresse administrative : 47 RUE D'AUBERVILLIERS
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Denis BOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date de démarrage et la date de la commission permanente

Description :

L'École de la deuxième chance de Paris a accueilli 465 jeunes en 2021 avec un taux de 80 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2C Paris accompagne les jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel et personnel au travers de trois axes principaux :

- Permettre l'acquisition des connaissances ouvrant l'accès à l'emploi choisi ou à une formation ;
- Aider à la définition, puis à la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance "École / Entreprises" ;
- Offrir un lieu d'éducation, de rencontres et d'apprentissage de la vie sociale et citoyenne.

Les matières enseignées sont pratiquées sous forme individualisée, à partir d'un positionnement et adaptées en fonction du projet du jeune. Ainsi chacun des apprenants progresse à son rythme, selon son niveau et son objectif. Ces matières permettent la maîtrise des savoirs de base : lire, écrire, s'exprimer en public, compter, utiliser les outils multimédias et de communication actuels, mais aussi, connaître le monde contemporain autant que le volet social et professionnel.

Une alternance de 4 à 7 stages est menée dans des entreprises, complétée par des présentations et découvertes de métiers assurées tant par des CFA que par des professionnels en activité au sein des partenaires économiques de l'école, permettant ainsi, la maturation d'un projet réaliste et choisi par le jeune, plutôt que contraint. Le parcours moyen au sein de l'école de la deuxième chance de Paris est de 5 mois.

L'E2c remet, en fin de parcours, une Attestation de Compétences Acquises qui établit la liste des compétences ou savoirs acquis – scolaires, professionnels, sociaux – validés tout au long du parcours.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 600 jeunes accueillis, répartis sur 3 sites (2 sites rue du Maroc et 1 site rue d'Aubervilliers). Un projet d'extension est en cours pour une implantation dans le sud parisien à priori dans le 13ème arrondissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001451 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE - AVANCE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
687 114,54 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE

Adresse administrative : 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE
95800 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'École de la deuxième chance de Seine-et-Marne a accueilli 439 jeunes sur l'année 2021 avec un taux de 62% de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2C 77, portée par l'association Hub de la réussite depuis 2020, a démarré son activité en 2007 avec l'ouverture du site de Montereau-Fault-Yonne. Elle s'est progressivement développée sur l'ensemble du département avec l'implantation de 4 autres sites (Melun en 2009 et Chelles en 2013, Montereau et Meaux en septembre 2020), financé par le plan d'investissement dans les compétences.

L'E2C propose un accompagnement global pour insérer socialement et professionnellement de jeunes adultes (16 à 25 ans) sortis sans qualification et sans diplôme du système scolaire.

Le succès de ce dispositif réside d'une part dans la volonté du jeune à « vouloir s'en sortir » et d'autre part, dans l'individualisation du suivi du parcours mené en alternance – à part égale – entre des périodes au sein des Écoles elles-mêmes (remise à niveau des savoirs de base et activités d'ouverture vers l'extérieur) et des expériences en entreprise.

Deux axes forts charpentent le modèle de ce cursus : la stabilisation du parcours des jeunes et le développement de liens étroits avec les acteurs économiques locaux.

Ces jeunes adultes bénéficient d'une rémunération, versée par la Région Ile-de-France selon leur situation sociale et familiale. Cette formation se décline par une alternance de périodes d'apprentissage (3 semaines) et périodes d'immersion en entreprises (5 semaines).

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de L'E2c 77 de 480 jeunes adultes Seine-et-Marnais répartis sur ses 4 sites.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001453 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES-AVANCE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
694 075,41 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE

Adresse administrative : 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE
95800 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'École de la deuxième chance des Yvelines a accueilli 434 jeunes sur l'année avec un taux de 61 % de sorties positives sur les fins de parcours en 2021.

L'E2c 78 vise à mettre en œuvre, dans le département des Yvelines, un programme d'éducation et de formations individualisées en direction des jeunes publics, sans diplôme ni qualification ayant quitté le système scolaire depuis au moins 1 an. Ce programme a pour finalité la construction, par chacun des stagiaires, d'un projet professionnel choisi devant déboucher, soit sur une formation qualifiante, soit sur un retour à l'emploi durable.

Les caractéristiques de cette action sont :

- Un parcours en alternance par périodes de 3 semaines destiné à la fois à la remise à niveau et à faire connaissance avec le monde de l'entreprise, découvrir des métiers, confirmer ou infirmer un choix professionnel, se constituer une expérience professionnelle. La durée moyenne de parcours des jeunes est de 8 mois.

- Un mode de fonctionnement calqué sur celui de l'entreprise tant dans le domaine des horaires (35h /semaine) que dans celui du fonctionnement interne (période d'essai, gestion des absences, rémunération des stagiaires, relationnel, ...) et des outils utilisés (bureautique, internet, annuaires professionnels, ...)

- Un parcours de formation individualisé tant dans le domaine de la remise à niveau dans les savoirs de base (français, mathématiques, bureautique) que dans la connaissance du monde professionnel et l'élaboration du projet professionnel.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 480 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites : Mantes/Magnanville, Saint Quentin en Yvelines, les Mureaux et Chanteloup les Vignes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001454 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE- AVANCE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
490 770,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN
ESSONNE

Adresse administrative : 11 AV I ET F JOLIOT CURIE
91130 RIS-ORANGIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'École de la deuxième chance de L'Essonne a accueilli 277 jeunes en 2021 avec un taux de 57 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'objectif central du projet est de permettre à des jeunes sortis définitivement du système scolaire sans diplôme ni qualification ;

- d'acquérir ou ré-acquérir les savoirs fondamentaux du socle de base des connaissances et compétences ;
- de définir et construire un projet professionnel ;
- de découvrir et s'approprier les compétences sociales, en vue d'accéder à une formation qualifiante ou à un emploi stabilisé.

Les actions conduites par l'E2c 91 répondent à deux besoins qu'il convient de mettre en concordance : à savoir le besoin d'insertion sociale et professionnelle des jeunes visés et les besoins d'une économie sur le territoire essonnien qui offre des opportunités d'insertion professionnelle que le public visé n'est pas encore en mesure de saisir quand il intègre l'E2c, d'autre part.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 290 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites respectivement Villebon-sur-Yvette et Ris Orangis.

Un projet d'expérimentation est prévu en 2023 à Etampes afin d'accueillir de nouveaux jeunes issus du territoire du Sud-Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001449 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE- AVANCE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
383 670,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE
DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative : 51 RUE PIERRE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude SENEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date de démarrage et la date de la commission permanente

Description :

L'E2C 92 est constituée de deux sites pédagogiques sur le département des Hauts-de-Seine : l'un dans le nord, à Clichy-la-Garenne, l'autre dans le sud, à Bagneux. L'École de la deuxième chance des Hauts-de-Seine a accueilli 272 jeunes avec un taux de 61 % de sorties positives sur les fins de parcours en 2021.

Les jeunes souhaitant intégrer un parcours à l'E2C 92 doivent s'inscrire dans une dynamique volontaire d'insertion professionnelle. Afin de mesurer l'adéquation entre la candidature et le parcours proposé, le jeune a une période d'essai où les aptitudes et le comportement sont observés sur site et en entreprise. Un parcours au sein de l'école dure en moyenne 6 mois. Basé sur l'alternance, il offre une remise à niveau individualisée et permet l'acquisition de compétences et savoir-faire grâce aux stages au sein d'entreprises.

Le rythme exigeant du dispositif apporte aux stagiaires une maturité socio-professionnelle qui doit les amener à intégrer des formations diplômantes ou qualifiantes, accéder à un emploi ou commencer un apprentissage.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 270 jeunes accueillis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001455 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS - AVANCE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
840 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE
E2C93
Adresse administrative : 6 MAIL MAURICE DE FONTENAY
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'École de la deuxième chance de Seine-Saint-Denis a accueilli 617 jeunes sur l'année 2021 avec un taux de 60% de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2c 93 vise à amener des jeunes adultes de 16 à 25 ans, sans diplôme ni qualification, vers l'insertion durable : emploi direct (CDI ou CDD de plus de 6 mois), alternance (contrat de professionnalisation – contrat d'apprentissage) ou formation diplômante / qualifiante.

L'E2c fonctionne sur une pédagogie individualisée, permettant d'établir un plan de formation personnalisé pour chaque jeune accueilli. Le parcours se décompose en deux temps principaux : les ateliers en centre de formation et l'immersion en entreprise. Après un positionnement initial, chaque stagiaire travaille sur les savoirs de base (maths, français, bureautique), les compétences sociales (théâtre, philosophie, activités sportives, conseil des stagiaires, projets collectifs, etc.) et les stages en entreprises, sur des métiers choisis par les stagiaires.

Les entrées et les sorties sont permanentes et le travail de l'E2c s'inscrit dans une démarche de partenariat avec les Missions Locales en amont et les centre de formation, CFA, en aval, dans une logique de scrutation des parcours.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 624 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites respectivement situés à Bobigny, la Courneuve, Sevran, et Rosny-sous-Bois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001456 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE - AVANCE 2023)

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
478 079,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME
CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : TOUR ORIX
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Claude SAMSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'École de la deuxième chance Du Val-de-Marne a accueilli 340 jeunes sur l'année 2021 avec un taux de 51 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2c 94 a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Val-de-Marne, âgés de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification depuis au moins 1an. Elle propose des parcours de formation individualisés et en alternance visant la définition d'un projet professionnel, le développement des savoirs de base, l'acquisition de compétences sociales et professionnelles.

S'appuyant sur la motivation forte des jeunes accueillis, critère principal de leur inscription, l'E2C 94 propose un parcours de formation individualisé qui vise à :

- l'acquisition de compétences ouvrant l'accès à l'emploi qualifié en français, mathématiques, bureautique et culture générale ;
- la définition puis la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance école / entreprises (3 semaines/3 semaines) ;
- l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne par des activités culturelles et sportives.

Chaque stagiaire est accompagné par un référent unique, et le programme de formation est adapté aux besoins de chacun, selon son rythme et son niveau. Une Attestation de Compétences Acquisées, remise à chaque stagiaire, établit les compétences scolaires, sociales et professionnelles validées tout au long du parcours.

Pour mener à bien sa mission, l'E2c 94 développe des partenariats étroits avec le monde économique, facilitant les périodes de mise en situation professionnelle et l'accès à l'emploi à l'issue du parcours de formation. Elle travaille également en réseau avec les acteurs de l'orientation (en particulier les Missions Locales et Pôle Emploi) et de la formation (en particulier les CFA).

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 340 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites dans le Val-de-Marne, le premier sur la commune de Créteil et le second sur la commune de Choisy le Roi dans de nouveaux locaux en plein centre-ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001457 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE- AVANCE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP 2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-657382-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
764 334,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative : 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'École de la deuxième chance du Val d'Oise a accueilli 510 jeunes sur l'année 2021 avec un taux de 70 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2c 95 a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et la remise à niveau des connaissances en vue d'une insertion professionnelle stable, selon deux principes :

- Alternance entre formation en centre et stages en entreprise.
- Accompagnement professionnel individualisé et élaboration d'un parcours d'accès à l'emploi ou en formation qualifiante.

Chaque matière dispensée possède sa propre grille de suivi pour évaluer les progressions du stagiaire en fonction de son niveau d'entrée.

À la fin du parcours une attestation de compétences est remise au stagiaire.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 600 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites : Argenteuil-Bezons, Cergy Pontoise, Roissy Pays de France, Haut Val-d'Oise, et 1 antenne à Franconville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2022, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Annexe 2 : avance chèques mobilité 2023

MISSION LOCALE	AVANCE 2023 (Région)	SOLDE 2023 (Région)	TOTAL 2023 (Région)	AVANCE 2023 (Région + IDF Mobilité)	SOLDE 2023 (Région + IDF Mobilité)	TOTAL 2023 (Région + IDF Mobilité)
Mission Locale de Paris	103 029,00 €			147 184,28 €		
Mission Locale de la Brie et des Morins	4 478,00 €			6 397,14 €		
Mission Locale des Boucles de la Marne	7 215,00 €			10 307,14 €		
Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est 77 / Département mission locale	10 587,00 €			15 124,29 €		
Mission Locale du Sud Ouest Seine et Marne / Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine	8 611,00 €			12 301,43 €		
Mission Locale de la Plaine de France	12 561,00 €			17 944,29 €		
Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud	52 544,00 €			75 062,86 €		
Mission Locale du Bassin Economique de Montereau	3 903,00 €			5 575,71 €		
Mission Locale de la Seine et du Loing	6 712,00 €			9 588,57 €		
Mission Locale du Provençois	7 795,00 €			11 135,71 €		
Mission Locale pour l'emploi du Plateau de Brie	6 263,00 €			8 947,14 €		
ML Paris Vallée de la Marne	29 046,00 €			41 494,29 €		
Mission Locale de Saint Quentin en Yvelines et des Environs - SQYWAY 16/25	31 374,00 €			44 820,00 €		
Mission Locale du Mantois	23 519,00 €			33 598,57 €		
Mission Locale Intercommunale des Mureaux	13 091,00 €			18 701,43 €		
Mission Locale Intercommunale de Poissy - Conflans Sainte Honorine - MLIPC	17 158,00 €			24 511,43 €		
Mission Locale Intercommunale de Rambouillet	5 872,00 €			8 388,57 €		
Mission Locale de Saint Germain en Laye et des communes environnantes	5 591,00 €			7 987,14 €		
Mission Locale de Sartrouville, Houilles, Maisons-Laffitte, Montesson, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi	8 265,00 €			11 807,14 €		
Mission Locale Intercommunale de Versailles	7 888,00 €			11 268,57 €		
Mission Locale Nord-Essonnes	21 676,00 €			30 965,71 €		
Mission Locale des Trois Vallées	22 358,00 €			31 940,00 €		
Mission Locale Sud-Essonnes	6 281,00 €			8 972,86 €		
VITA-LIS, Mission Locale Paris Saclay	23 837,00 €			34 052,86 €		
Mission Locale du Val d'Orge	19 252,00 €			27 502,86 €		
Insertion et Développement (I.D.) du Val d'Yerres Val de Seine	27 584,00 €			39 405,71 €		
GIP Emploi Vallée Sud Grand Paris	26 859,00 €			38 370,00 €		
GIP - Mission Locale Intercommunale Asnières sur Seine, Villeneuve La Garenne	9 396,00 €			13 422,86 €		
Mission Locale de Clichy - Mission Clichoise pour l'Insertion Sociale Professionnelle des Jeunes	16 749,00 €			23 927,14 €		
Mission Locale de Colombes - Association Colombienne pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans	6 664,00 €			9 520,00 €		
Partenaires pour l'emploi - Mission locale Rives de Seine	14 319,00 €			20 455,71 €		
Mission Locale pour l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes de Gennevilliers	4 101,00 €			5 858,57 €		
Seine Ouest Entreprise et Emploi / Maison des Entreprises et de l'Emploi / activité Mission locale	17 809,00 €			25 441,43 €		
Maison de l'emploi et de la formation de Nanterre / activité mission locale	10 345,00 €			14 778,57 €		
Mission Locale d'Aubervilliers - A.I.S.P.J.A.	22 768,40 €			32 526,29 €		
Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois	10 227,00 €			14 610,00 €		
Mission Locale pour l'Emploi de la Dhuis	5 042,00 €			7 202,86 €		
Mission Intercommunale pour l'Insertion des Jeunes (MIJ)	36 567,00 €			52 238,57 €		
Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93	57 316,00 €			81 880,00 €		
Mission Locale pour l'Emploi Sud 93	17 163,00 €			24 518,57 €		
Mission Locale de la Lyr - Pantin, Le Pré St Gervais, Les Lilas	19 944,20 €			28 491,71 €		
Mission Locale de la Marne aux Bois	14 447,00 €			20 638,57 €		
Mission Locale Intercommunale de St Denis, Pierrefitte - OBJECTIF EMPLOI	42 624,00 €			60 891,43 €		
Mission Locale Intercommunale de Sevran, Tremblay en France, Villepinte	34 749,00 €			49 641,43 €		
Mission Locale de Gagny, Villenoble, Les Pavillons sous Bois	9 843,00 €			14 061,43 €		
Mission Locale Paris Terre d'Envol - MLPTE (Blanc Mesnils, Drancy, Dugny, le Bourget)	17 363,40 €			24 804,86 €		
Mission Locale du Plateau Briard	13 067,00 €			18 667,14 €		
Mission Locale Intercommunale du Nord Ouest du Val de Marne (INNOVAM)	37 093,00 €			52 990,00 €		
Mission Locale d'Orly, Choisy Le Roi, Villeneuve le Roi, Ablon sur Seine (MLOCVA)	20 646,00 €			29 494,29 €		
A.I.F.P. Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne	31 536,00 €			45 051,43 €		
Mission Locale des Villes du Nord du Bois	13 018,00 €			18 597,14 €		
Mission Locale de Bièvre Val de Marne	10 190,00 €			14 557,14 €		
Mission Locale Intercommunale de Maisons Alfort, Charenton Le Pont, Saint-Maur des Fossés, Saint-Maurice	7 929,00 €			11 327,14 €		
Mission Locale Intercommunale des Bords de Marne	15 423,00 €			22 032,86 €		
Mission Locale des Portes de la Brie	5 891,00 €			8 415,71 €		
Mission Locale Intercommunale d'Ivry-Vitry / GIP d'Ivry-Vitry	15 671,00 €			22 387,14 €		
Hub de la Réussite - Mission Locale Nord Val D'Oise	7 308,00 €			10 440,00 €		

MISSION LOCALE	AVANCE 2023 (Région)	SOLDE 2023 (Région)	TOTAL 2023 (Région)	AVANCE 2023 (Région + IDF Mobilité)	SOLDE 2023 (Région + IDF Mobilité)	TOTAL 2023 (Région + IDF Mobilité)
Mission Locale Argenteuil-Bezons	29 317,00 €			41 881,43 €		
Mission Locale Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences - A.V.E.C.	19 350,00 €			27 642,86 €		
Mission Locale de la Vallée de Montmorency	42 313,00 €			60 447,14 €		
A.I.S.P.J. - Mission Locale Val d'Oise Est	41 317,00 €			59 024,29 €		
Mission Locale Cœur Val d'Oise - G.I.P Insertion anciennement Mission Locale de Taverny - G.I.P. Insertion	9 145,00 €			13 064,29 €		
TOTAL	1 200 000,00 €			1 714 285,70 €		

Annexe 3 : annexe financière chèques mobilité

CONVENTION N°

Mission Locale de :

ANNEE 2023

Délibération n° CP 2023-039 (1^{ère} affectation)

Délibération n° (2^{ème} affectation)

	AVANCE (a)	SOLDE (b)	TOTAL ANNUEL ACCORDE (= a+b)
Montant chèques mobilité	€	€	€

Le

A

(Nom et qualité du signataire,

Signature et cachet de la structure)

Annexe 4 : RI Appui à l'orientation des Franciliens

Règlement d'Intervention

Appui à l'orientation des Franciliens

BASES REGLEMENTAIRES

Loi n°20198-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, dans ses articles 3 et 18, définit les missions attribuées à l'Etat et aux Régions en matière d'orientation.

Elle se traduit par les articles L6111-3 du code du travail ainsi que les articles L214-12 et L214-16-1 du code de l'éducation.

OBJECTIFS DU DISPOSITIF

La Région Île-de-France a constaté qu'une certaine partie des Franciliens – *scolaires, étudiants, personnes sans emploi, actifs en reconversion professionnelle* – **ne bénéficiait pas toujours de réponses satisfaisantes en matière d'orientation (vers la formation et vers l'emploi)**. Ce public doit faire face à des difficultés liées à un manque de connaissance des acteurs et de visibilité face à la multiplicité de ceux-ci. **C'est pourquoi la Région crée le dispositif d'appui à l'orientation des franciliens afin de permettre à des structures de proposer des projets répondant à ces difficultés.**

Objet de l'aide

L'objectif de ce dispositif est de permettre aux Franciliens de disposer de réponses adaptées, fiables et rapides en matière d'orientation vers la formation et l'emploi.

Cible éligible

Sont éligibles les associations proposant également des solutions en matière d'orientation.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les acteurs éligibles déposent un dossier auprès de la Région intégrant :

- Une présentation du candidat ;
- Un descriptif de la solution proposée et des moyens mobilisés, notamment :
 - Les modalités de réponse apportées aux Franciliens (ex. : téléphonique, chat et/ou email, réseaux sociaux) ;
 - Le nombre de professionnels mobilisés et leurs profils ;
 - Le nombre prévisionnel de Franciliens auxquels les réponses seront apportées et leur typologie ;

- La nature des orientations qualifiées, de l'accompagnement et/ou du suivi proposé ;
- Un plan de financement prévisionnel ;
- Une déclaration sur l'honneur relative aux aides de minimis ;
- Et tout autre élément permettant d'apprécier la qualité de la proposition.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication et en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Le bénéficiaire s'engage sur l'honneur à respecter les valeurs de la République et de la laïcité conformément à l'esprit de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Les bénéficiaires de l'aide sont soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Les dossiers de candidature sont déposés auprès de la Région en réponse d'un appel à partenariats ouvert une à deux fois par an.

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses (en fonctionnement) ayant pour objet de renforcer ou faciliter l'orientation des Franciliens :

- Les services déployés (physiques, numériques et téléphoniques) ;
- La communication ;
- Les frais de personnel ;
- Les frais de location de locaux dédiés à l'usage du service aux Franciliens.

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses de fonctionnement soient comptabilisées dans ses charges selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande auprès des services régionaux.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **à compter du 25 janvier 2023**.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : **200.000 €** sous forme de subvention

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

L'aide est octroyée sur la base du règlement de minimis, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020.

Calcul du montant de l'aide

Le taux d'intervention de la Région peut aller **jusqu'à 80 % des dépenses éligibles selon la qualité des dossiers**.

Modalités de versement et caducité

Les modalités du règlement budgétaire et financier de la Région s'applique pour fixer les modalités de versement et de caducité.

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **3 ans après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**.